

## Marché de Bujumbura : Nkurunziza a désamorcé une véritable bombe sociale

RFI, 12-03-2015 Burundi : volte-face sur l'attribution controversée d'un marché. Au Burundi, le président Pierre Nkurunziza a désamorcé une véritable bombe sociale, en annonçant la suspension, jusqu'à la fin du processus électoral prévu cette année, de la concession de l'ancien marché central de Bujumbura. Le lieu avait brûlé dans un incendie il y a un peu plus de deux ans, et officiellement la concession devait revenir à une entreprise chinoise qui promettait d'y construire un grand centre commercial ultramoderne. Mais ce projet s'est heurté à une opposition farouche de la société civile et des syndicats burundais.

Sur le papier, le projet était digne des grandes métropoles africaines. Mais en creusant un peu, l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques au Burundi tombe sur un os. Derrière ce magnifique projet se cache une société créée il y a moins de six mois à Hong Kong, avec un capital de départ de 10 000 yuans, moins de 2 000 dollars. Et ce n'est pas tout : l'ONG burundaise découvre qu'elle appartiendrait à l'ambassadeur burundais en Chine et à son épouse, d'origine chinoise. Cette affaire va alors susciter un tollé monstre au Burundi. Un Collectif contre la vie chère menace de descendre dans la rue, d'autant qu'une tentative de justifier ce choix va laisser un arrière-goût un peu amer vendredi. Soumis à un feu nourri de questions sur l'identité et l'expérience de ces fameux concessionnaires, le porte-parole du deuxième vice-président burundais dira que ces informations n'intéressent pas le gouvernement. « Pour étudier le dossier d'une société qui cherche une concession ou à être agréée, on n'est dans les détails pour voir qui sont les actionnaires, quels sont ses avoirs de l'entreprise. Une entreprise peut ne pas avoir beaucoup de fonds et en avoir [ailleurs]. Il y a les banques qui peuvent accorder des crédits », a tenté de justifier Melchior Simbaruhije. Toute cette affaire commence alors à sentir le roussi. D'où sans doute la décision d'enterrer ce projet, mercredi. Mais officiellement, le président burundais Pierre Nkurunziza a voulu émettre un prétexte « À ceux qui veulent semer la zizanie ou la violence », selon son porte-parole, à moins de quatre mois de la présidentielle dans ce pays.